

et

SOCIÉTÉS

ISSN - 0184 - 77.83

Bulletin Mensuel d'Informations Démographiques, Économiques, Sociales

Controverses démographiques sur l'Union soviétique

LE caractère incomplet des informations démographiques publiées par l'Union soviétique est source de controverses, voire de polémiques, sur plusieurs points touchant à l'histoire et à la situation du troisième pays du monde par la population, premier par la superficie. Les principales lacunes, qui se sont aggravées récemment [7]* concernent la répartition de la population par sexe et année d'âge et l'évolution de la mortalité, notamment infantile, ces lacunes s'entendant aussi bien pour l'Union, dans son ensemble, que pour les républiques fédérées. Quant aux questions controversées qui en découlent, elles portent sur les causes et l'étendue des cataclysmes démographiques qui se sont abattus sur la population russe, puis soviétique, de 1914 à 1945, sur l'ampleur des migrations intérieures, sur l'évolution respective des populations européennes et asiatiques, enfin sur la situation sanitaire actuelle en Union soviétique.

Un système statistique encore jeune

L'imprécision des informations démographiques est tout à fait compréhensible. Sous le régime impérial, les naissances et les décès étaient enregistrés par le clergé orthodoxe, dans des conditions si peu régulières que Gogol put en faire le célèbre sujet des « *Ames mortes* » (1842). Le premier recensement national ne fut organisé qu'en 1897, avec un siècle de retard sur les États-Unis ou la France, et pour une population bien plus nombreuse (126 millions d'habitants). La statistique de population dispose donc d'une faible tradition historique.

Avant 1959, seul le recensement de 1926 fut réalisé et publié dans des conditions à peu près normales. Un premier recensement avait eu lieu en 1920, quand duraient encore la guerre civile sur plusieurs fronts et la guerre russo-polonaise. Quant à celui de 1937, aucun résultat n'en fut publié. Un autre fut organisé, en remplacement

du précédent, en janvier 1939, dont des résultats partiels furent publiés après la guerre. On peut donc dire, sans forcer le trait, que le recensement de 1979 n'est que le troisième, après ceux de 1959 et 1970, d'une série régulière. Quant à l'état civil, si son transfert aux municipalités en a assuré une bien meilleure tenue, il a conservé un rôle administratif, en particulier pour le contrôle des migrations intérieures et l'attribution des logements, qui peuvent entacher la sincérité des déclarations. Et son institution dans les populations musulmanes se heurte à des difficultés culturelles bien connues dans d'autres pays.

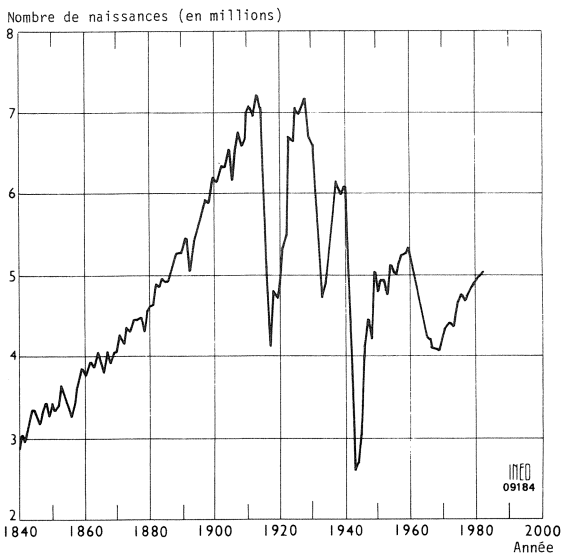
Le rôle des démographes est précisément d'interpréter les statistiques dont on soupçonne les imperfections. Encore faut-il qu'ils disposent d'informations brutes. Or, le recensement de 1979 n'a jusqu'ici donné lieu à aucune publication sur la répartition par âges, dans aucune République soviétique. Les dernières pyramides des âges disponibles pour l'URSS et pour les Républiques fédérées sont celles du recensement de 1970, publiées par tranches d'âge quinquennales et non par années d'âge, puis mises à jour jusqu'en 1975, ce qui a permis à l'INED d'estimer une chronique du nombre de naissances dans le territoire actuel de l'Union soviétique, de 1796 à 1973 [2].

Trois brèches

Cette estimation peut être conservée, aucune publication soviétique ou étrangère n'en ayant proposé plus récemment. Elle peut être prolongée jusqu'en 1982, parce que l'URSS publie le nombre de naissances enregistré chaque année (graphique 1). Cette estimation et la pyramide des âges qui en découle pour 1980 (graphique 2) font apparaître trois grandes périodes :

— sous le régime impérial, le nombre de naissances croît exponentiellement jusqu'à 7 millions par an, dans un mouvement d'« explosion » démographique, typique d'un stade de pré-développement où la mortalité décroît sans que la fécondité ne marque d'adaptation ;

* Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article.



Graphique 1. — URSS. Naissances 1840-1982

Source : Avant 1950, estimation INED. Depuis 1950 : *Vestnik Statistiki*, Moscou.

— depuis 1945, l'évolution ressemble à celle d'autres pays développés, avec une récupération des naissances après la guerre, suivie d'une baisse, et d'une ample fluctuation liée à la baisse de la fécondité et à l'« écho » des effectifs des générations de parents ; en 1982, pour la première fois depuis 1962, il y a eu plus de 5 millions de naissances.

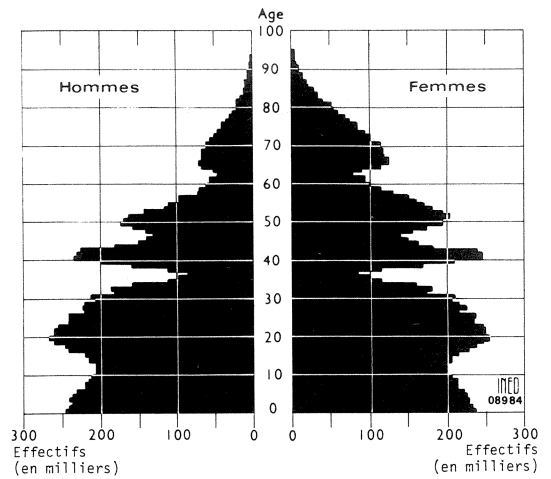
— mais de 1914 à 1945, trois brèches correspondent à l'histoire tourmentée de l'Union soviétique : elles sont le signe de déficits considérables de naissances, comme la France en a connu un pendant la guerre de 1914-1918, l'Allemagne deux, pendant les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, et la Chine un pendant les « années noires » de 1960-1961. A chaque déficit de naissances correspond une période de forte mortalité ; celle-ci est peu visible sur la pyramide des âges si elle affecte toute la population sans distinction de sexe ou d'âge (cas de la famine), mais elle est plus repérable si elle affecte surtout certaines générations masculines, cas des pertes militaires et des troubles politiques.

La population de l'URSS a subi de 1914 à 1945 une succession d'épreuves exceptionnelles :

— de 1914 à 1917, guerre meurtrière avec l'Allemagne ;

— de 1918 à 1922, Révolution, guerre civile sur divers fronts, désorganisation des approvisionnements, guerre russo-polonaise. En 1921-1922 « une famine très grave s'étend sur les deux tiers du pays et emporte près de 5 millions de personnes ». [1]

— à partir de 1931, la crise économique touche les territoires polonais et autres qui seront annexés en 1945, et entraîne une baisse de la natalité ; en URSS même, l'opposition des paysans (koulaks) à la collectivisation est impitoyablement réprimée. De nouvelles diset-



Graphique 2. — URSS. Pyramide des âges au 1^{er} janvier 1980

Source : Estimation INED (incertaine).

tes apparaissent dès 1931. « *La famine s'étend à partir de l'hiver 1932-1933 sur l'Ukraine, le nord du Caucase, la basse et la moyenne Volga, toute la Kazakhie, et une partie de la Sibérie. L'hiver 1933-1934 est plus dur encore : 60 millions de personnes sont touchées dont 10 % environ meurent de faim* ». [1]

— en 1939-1940, guerre de Finlande ; la Pologne de l'époque subit l'invasion allemande ; l'Armée rouge occupe, non sans heurts, les parties de la Biélorussie et de l'Ukraine qui étaient polonaises depuis 1921 ; de 1941 à 1945, « grande guerre patriotique » ; la mortalité est considérable du fait de la dureté des combats et de l'ampleur des privations des populations civiles, et des exterminations perpétrées par l'envahisseur nazi, notamment des populations juives d'Europe centrale, dont une partie importante résidait sur le territoire actuel de l'Union soviétique. Quant à la natalité, elle s'abaisse à un niveau minimal en 1944-1945 du fait de la mobilisation des jeunes gens, dès l'âge de 17 ans.

Faute de disposer de pyramides par année d'âge et par République, l'histoire démographique détaillée de toutes ces crises, et des migrations massives qui leur sont liées, reste à écrire, ce qui laisse place soit à des interprétations partisans, soit à un aveu d'impuissance. Une des conséquences en a été un déficit masculin considérable, qui a sérieusement perturbé la nuptialité et qui explique les taux d'activité économique très élevés des femmes.

L'équilibre ethnique

Sur l'importance relative des peuples de l'URSS, nous sommes bien mieux renseignés : les principaux résultats du recensement de 1979 donnent précisément pour chaque République soviétique, non seulement la population résidente, mais aussi sa répartition selon les

« nationalités » et selon les langues, principale ou secondaire, pratiquées [3]. Le poids croissant des populations non-russes, notamment musulmanes, a fait en France l'objet d'un ouvrage remarqué [9]. Il est curieux de relire à ce propos un ouvrage scolaire des années 50 : « *L'excédent de la natalité est surtout le fait des Grands-Russiens, ce qui laisse prévoir que leur prépondérance numérique deviendra, d'année en année, plus grande* » (1). On est ici en présence, au sein d'un même ensemble politique (un peu comme si la France et l'Algérie étaient restées unies), du décalage classique entre la croissance démographique des pays développés et des pays en développement : les populations européennes de l'URSS ont augmenté rapidement dans les années cinquante, alors que sévissait encore une forte mortalité dans les populations asiatiques ; celles-ci connaissent, à leur tour, une forte croissance liées aux progrès sanitaires, alors que leur fécondité ne diminue que lentement, tout en restant très supérieure aux niveaux européens (tableau 1). L'extrapolation des tendances révèle un problème politique sérieux, mais en déduire l'évolution ethnique à venir est difficile. Celle-ci dépendra non seulement de l'évolution des fécondités respectives, mais aussi de l'« acculturation », liée aux mariages mixtes et à l'enseignement généralisé de la langue russe, et des migrations intérieures, domaine sur lequel nous sommes mal informés.

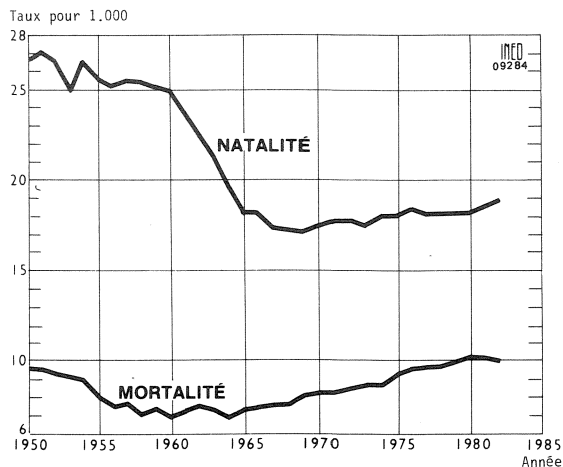
Tableau 1. — Population et fécondité des Républiques soviétiques

	Population (milliers)		Indice de fécondité (Enfants par femme)	
	1959	1983	1972	1979-80
R.S.F.S. Russie	117,5	141,0	2,05	1,89
Ukraine	41,9	50,5	2,12	1,96
Bielorussie	8,1	9,8	2,34	2,04
Moldavie	2,9	4,0	2,63	2,38
Estonie	1,2	1,5	2,19	2,01
Lettonie	2,1	2,6	2,01	1,88
Lituanie	2,7	3,5	2,38	2,01
Géorgie	4,0	5,1	2,61	2,25
Arménie	1,8	3,2	3,17	2,38
Azerbaïdjan	3,7	6,4	4,30	3,33
Kazakhstan	9,3	15,5	3,37	2,94
Ouzbékistan	8,1	17,0	5,76	4,91
Turkmenistan	1,5	3,0	5,90	5,13
Tadjikistan	2,0	4,2	6,15	5,76
Kirghizie	2,1	3,8	4,97	4,13
URSS	208,8	271,2	2,47	2,26
France	45,2	54,6	2,45	1,93

Source : *Vestnik statistiki*, Moscou.

La mortalité

L'URSS publie chaque année la population et les taux bruts de natalité et de mortalité de l'Union (graphique 3) et des Républiques. Depuis une vingtaine d'années l'attention est



Graphique 3. — URSS. Taux de natalité et de mortalité 1950-1982

Source : *Vestnik Statiski*, Moscou.

attirée par la hausse du taux de mortalité, passé de 6,9 p. 1 000 en 1964 à 10,1 p. 1 000 en 1982. Des taux de 6 ou 7 p. 1 000 sont observés dans des pays « jeunes » comme le Mexique ou la Thaïlande, des taux de 10 p. 1 000 dans les pays plus « vieux », comme la France (1964 : 10,7 – 1982 : 10,1). Une part de l'accroissement en URSS est dû au vieillissement de la population (2). Mais ce phénomène suffit d'autant moins à expliquer l'ampleur de l'augmentation que l'importance croissante des populations asiatiques, plus jeunes, joue pour le taux de mortalité en sens inverse. Il faut donc admettre que la mortalité a augmenté en URSS, c'est-à-dire que l'espérance de vie y a baissé. On ne peut préciser exactement de combien, faute de connaissance de la mortalité par âge. Diverses estimations ont été avancées. Ainsi, selon des calculs de J. Bourgeois-Pichat, *l'espérance de vie à un an* aurait baissé de 72,1 ans en 1964 à 69,3 ans en 1981 (France 72,0 et 74,0). Les explications mettent en général en cause la situation sanitaire de l'URSS [4].

L'alcoolisme dans les populations non musulmanes et les accidents du travail qui lui sont plus ou moins liés expliquent sans doute une surmortalité masculine très élevée, mais non l'aggravation récente de la mortalité. Un autre symptôme de difficultés sanitaires est l'évolution de la *mortalité infantile*. Selon les sources soviétiques, celle-ci serait passée par un minimum en 1971 (22,9 p. 1 000 ce qui correspondait au niveau de la France vers 1962), puis aurait augmenté jusqu'en 1974 (28,0), date à partir de laquelle elle n'a plus été publiée. Cette censure est considérée par beaucoup d'auteurs comme l'aveu d'une aggravation, mais une étude récente nuance le jugement [5]. Les auteurs font justement remarquer combien le taux de mortalité infantile était mal mesuré

(1) Baron (E.) « Géographie (Philosophie-Mathématiques) », Magnard 1953.

(2) Voir pour la France : « De quoi meurt-on depuis 30 ans ? » *Population et Sociétés*, n° 158, mai 1982.

« Population » INED.

- [1] BIRABEN (J.-N.) « Essai sur l'évolution démographique de l'URSS », 1958, spécial 2 bis, p. 29-62.
- [2] BIRABEN (J.-N.) « Naissances et répartition par âge dans l'empire russe et en Union soviétique », 1976, 2, p. 441-478.
- [3] BRÉTON (R.) « L'évolution des ethnies soviétiques », 1983, 1, p. 61-75.
- [4] CHESNAIS (J.-C.) « La hausse de la mortalité infantile en Union soviétique », 1981, 6, p. 1176-1180.
- [5] PERREGAUD (J.-C.) « La hausse de la mortalité infantile en URSS : mythe ou réalité ? » 1983, 6, p. 1050-1055.
- [6] PRESSAT (R.) « Situation démographique de l'URSS à la veille de son 5^e recensement », 1979, 4-5, p. 845-868.
- [7] PRESSAT (R.) « L'appauvrissement des statistiques démographiques soviétiques » 1982, 3, p. 655-668.
- [8] SAUVY (A.) « La population de l'Union soviétique. Situation, croissance et problèmes actuels », 1956, 3, p. 461.

Ouvrages

- [9] CARRERE d'ENCAUSSE (H.) « L'empire éclaté », Flammarion, 1978.
- [10] KERBLAY (B.) « La société soviétique contemporaine », Armand Colin, 1977.
- [11] RADVANYI (J.) « Le géant aux paradoxes », Editions Sociales, 1982.

dans les républiques asiatiques où l'évolution paraît erratique. Dans ces régions, des efforts pour une meilleure collecte des données ont conduit à réviser nettement les estimations antérieures de la mortalité infantile, et dans une moindre mesure de l'espérance de vie à la naissance. Mais cette explication ne tiendrait pas pour les régions européennes, où la hausse de 1971 à 1974 serait réelle. La non-publication serait, dans ces conditions, due à la coïncidence entre une dégradation réelle en Europe et une révision à la hausse des estimations antérieures de la mortalité infantile en Asie.

Ces controverses conduisent l'opinion occidentale à s'imaginer les choses pires qu'elles ne sont probablement. Le meilleur moyen d'y mettre fin serait que le Gouvernement soviétique fasse publier les informations disponibles.

Michel Louis LÉVY

(Graphiques 1 et 2 estimés par Jean-Noël Biraben)

DÉMOGRAPHIE

La fécondité des mineures (1)

Les grossesses d'adolescentes aux États-Unis préoccupent la presse, les milieux médicaux et la recherche en sciences humaines. A la demande de démographes américains, l'information rassemblée à l'INED sur la fécondité dans de nombreux pays développés (2) a permis une comparaison internationale de la fécondité avant 20 ans. Celle-ci confirme la particulière acuité du problème aux États-Unis, encore que celle-ci s'atténue. En 1979-1980, 1 000 femmes y donnaient naissance à 101 enfants avant d'atteindre 18 ans et à 266 enfants avant d'atteindre 20 ans. Les chiffres correspondants pour la France étaient respectivement 25 et 125. Mais en 1971, aux États-Unis, 1 000 femmes donnaient naissance à 333 enfants avant d'atteindre 20 ans.

La fécondité des mineures est particulièrement forte chez les Noires américaines : en 1979-1980, 237 enfants pour 1 000 femmes avant 18 ans et 515 avant 20 ans. Pour les Blanches, il y en a respectivement 71 et 221, ce qui est cependant largement supérieur aux chiffres français.

Les auteurs distinguent quatre

(1) D'après « Teenage Fertility in Developed Nations : 1971-1980 » par Ch. Westoff, G. Calot et A. Forster, *Family Planning Perspectives*, New York, sept-oct. 1983.
 (2) Voir « La conjoncture de la fécondité dans 30 pays ». *Population et Sociétés*, n° 159, juin 1982.

groupes de pays ou groupes ethniques.

Dans un premier groupe, la fécondité avant 20 ans était déjà faible en 1971 (moyenne : 120) et a encore diminué de 30 % en moyenne : y figurent l'Italie, les trois pays du Bénélux, la Suisse, le Danemark et la Finlande, l'Irlande, la population juive d'Israël et aussi le Japon qui avait une fécondité avant 20 ans particulièrement faible (21 p. 1 000 en 1971), qui a encore baissé. Au Japon, les avortements enregistrés avant 20 ans sont peu nombreux et le mariage tardif : 2,9 % des premiers mariages féminins seulement sont célébrés avant 20 ans, contre 19,9 % en France.

Un second groupe, qui comprend la France et la population blanche des États-Unis, est celui des pays où la fécondité avant 20 ans était « moyenne ou élevée » en 1971 (moyenne : 260) et a baissé depuis (46 % en moyenne). En France, elle était de 191 p. 1 000 et la baisse est de 34 %. Pour la population blanche des États-Unis, elle était de 274 p. 1 000 et la baisse est de 19 %. On trouve dans ce groupe de nombreux pays développés : en Europe, le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège, l'Allemagne fédérale, l'Autriche ainsi que la RDA et la Yougoslavie, en dehors de l'Europe, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande.

Dans le troisième groupe figurent les pays où la fécondité avant 20 ans a augmenté entre les dates étudiées : c'est le cas de quatre pays d'Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie) et aussi de trois pays

d'Europe du Sud : Grèce, Portugal et Espagne. Sauf dans ce dernier pays, les niveaux atteints en 1979-1980 sont tous nettement supérieurs à celui de la France.

Mais l'indice calculé dépend à la fois de la fréquence des rapports sexuels avant 20 ans, de la diffusion et de la pratique de la contraception, de la possibilité de l'avortement, de la précocité des mariages, et des attitudes générales de la société vis-à-vis de la natalité.

Pour le 3^e groupe, il semble qu'il faille mettre en cause une certaine libéralisation des mœurs en Europe du Sud (en l'absence d'I.V.G. et de contraception efficace), et la politique nataliste en Europe de l'Est, incluant des restrictions à l'avortement.

Deux populations des pays étudiés échappent à la classification ci-dessus : les Noires américaines pour lesquelles la fécondité avant 20 ans est passée de 715 p. 1 000 en 1971 à 515 en 1979-1980, et les Arabes d'Israël où elle est passée de 574 à 376. Ces chiffres donnent une idée du cas des pays en développement, où la fécondité générale est en baisse sensible, mais reste encore très élevée par rapport aux normes occidentales.

Finalement, contrairement aux alarmes américaines, cette étude montre une baisse rapide de la fécondité des mineures dans la plupart des pays occidentaux. La libéralisation des mœurs a été plus que compensée par les progrès de la contraception. La part de l'avortement dans cette évolution devra faire l'objet d'autres études.

Yves TUGAULT